

L'EUROLAND OU DAS GROSSE REICH...

Pétain avait déclaré que *«les Français avaient la mémoire courte»*. Force nous est de constater que, sur ce point précis, le vieux Maréchal réactionnaire n'avait pas tout-à-fait tort.

Qui, aujourd'hui, se souvient encore que les nazis militaient pour *«l'Europe Nouvelle»* et la construction d'un *«nouvel ordre»*? dont ils disaient qu'il durerait mille ans!!!

On nous objectera que les *«choses ont changé»*. Pour ma part, je suis enclin à considérer que si la forme a effectivement changé, le fond est bien demeuré le même: construire un Empire européen totalitaire, sous la domination politique de l'Allemagne. Sinon que signifierait l'affirmation de Helmut Kohl: *«Nous dirigerons (l'Europe) parce que nous sommes les plus forts!»*.

«Le Monde» de Beuve Mery et de Vichy (via l'école d'Uriage) a publié le 9 mai une interview de Hans Tietmeyer président de la *Banque centrale allemande*.

A la question des journalistes: *«Comment transposer le modèle de la Bundesbank au niveau de la B.C.E.?»*, Hans Tietmeyer répond tranquillement:

«On ne peut pas transférer complètement un modèle national au niveau européen. Mais la construction de la B.C.E. s'inspire largement de la Bundesbank. Le mandat est sans équivoque, la stabilité des prix. Les membres du conseil sont indépendants. Le système est aussi collégial. Chaque membre a la même voix. Une des questions est de savoir si les membres du conseil se considéreront comme représentants de leur pays d'origine ou se sentiront responsables de l'Euroland dans son ensemble.

En Allemagne, le représentant de la Bavière, de Hambourg ou de Berlin ne s'est pas considéré comme l'avocat de sa région d'origine, mais comme le gardien de la stabilité de tout le territoire. C'est pareil au niveau européen. Désormais, je ne dois pas regarder l'Allemagne, mais tout l'Euroland. Nous devons tous réaliser ce saut intellectuel».

Autrement dit, la France, en tant que Nation est, au même titre que la Bavière, Hambourg ou Berlin un *«Land»* de l'Euroland dont MMrs Chirac et Jospin seraient, au mieux, les *«gauleiters»*.

Et pour plus de clarté, à la question: *«Les dirigeants de la BCE pourront-ils être auditionnés par les Parlements Nationaux?»*, avec une belle franchise, il répond:

«C'est comme si j'étais audité par le Parlement Régional de Bavière. J'enverrais plutôt le président de la Landeszentralbank de Munich. Si les Parlements nationaux veulent discuter ou avoir des informations, les présidents de leurs banques centrales nationales sont à leur disposition pour des entretiens informels. Il faut veiller en tout cas à ce que la politique monétaire ne soit pas déterminée par des positions nationales. Cela nuirait à la monnaie commune».

Pas étonnant, dans ces conditions, s'il affirme que: *«l'Union Monétaire doit à terme conduire à une intégration politique supplémentaire»*. Enfin, à ceux qui seraient tentés de le classer parmi les *«néolibéraux»*, en bon adepte de Pie XII, il rappelle: *«Mon mémoire de fin d'études portait sur les conflits entre la doctrine sociale de l'Église et le néolibéralisme»*, et: *«lors de mon baccalauréat en 1952, l'un de mes professeurs m'a écrit: «A l'Européen convaincu, je souhaite bonne chance»*.

Ah le brave homme... HEIL NEUE EUROPA!

Rappelons aux nouveaux *«kollabos»* qui se ruent à la *«soupe»* et qui bavardent si volontiers sur *«l'emploi»* que la banque de Francfort (B.C.E.) aura pratiquement droit de vie ou de mort sur les entreprises de *«l'Euroland»*.

Dans ces conditions, les travailleurs Français, notamment dans la Métallurgie, ont plutôt du souci à se faire. Mais, pas plus que pendant la dernière guerre, cela ne saurait, au moins dans l'immédiat, troubler le moins du monde les bureaucrates français candidats à la nomenklatura européenne!

Alexandre HÉBERT.

A PROPOS DU FRONT NATIONAL

Notre camarade Michel HALEVI a regardé l'intégralité des émissions consacrées, sur ARTE, au *Front National* et à l'extrême droite en Europe. Il nous a adressé une analyse qui ne manque pas d'intérêt et que nous publions bien volontiers.

En ce qui me concerne, je n'ai vu qu'une émission sur trois, celle où d'éminents politologues «européens» échangeaient doctement sur l'extrême droite en Europe. J'ai noté que ces braves gens semblaient regretter que le *Front National*, à l'image de ce qui s'est passé en Italie «sous l'influence de l'Église Catholique», n'ait pas rejoint le giron de la droite plurielle (unie à la gauche plurielle): qu'ils se rassurent, cela ne saurait tarder, «l'Europe Unie» a besoin, en France comme en Italie, d'une «classe politique unie» contre les travailleurs et les peuples!!!

Dans le même ordre d'idées, on doit noter que les efforts faits pour intégrer l'ensemble des «forces politiques» dans une sorte de communauté subsidiaire de l'Europe totalitaire ne se limitent pas aux seuls partis «d'extrême droite». Il me semble, plus que jamais nécessaire, d'observer, avec une attention toute particulière, les savantes manœuvres, en direction des partis et groupes «d'extrême gauche» des hommes de l'appareil néo-stalinien de Mr Robert Hue.

Quant à la «base» du *Front National*, elle m'a semblé, au moins à Vitrolles, largement constituée de nostalgiques de l'*Algérie Française*.

On voudra bien me pardonner si j'avoue que, pour moi, cette émission, a eu, surtout, le mérite... de me rajeunir!!! Elle m'a rappelé les temps déjà lointains, où dans notre doux pays, s'afficher avec Messali Hadj et les militants du MTLD n'était pas chose facile! Et puisque l'occasion m'en est offerte:

A tous les donneurs de leçons, intégristes de «l'anti-racisme», à tous ceux qui rêvent d'une sorte de «Mac-carthisme» à la française, enfin à tous les adeptes de la «chasse aux sorcières», très tranquillement, je rappelle que je m'honore d'avoir, en compagnie de Yves Deschezelles et Pierre Lambert, fait partie du petit nombre de ceux que Messali Hadj avait surnommé: «la poignée de la baraka».

A bon entendeur, salut!

Alexandre HÉBERT.

ZOOM MÉDIATIQUE SUR LE FRONT NATIONAL...

En cette semaine raccourcie du 8 mai 1998, la programmation télévisuelle nous proposait pas moins de trois reportages consacrés au *Front National* (1) et un débat sur le thème de l'extrême droite en Europe.

Dans le programme de télévision du quotidien *Le Monde*, les propos d'un des réalisateurs, Daniel Merlet, étaient rapportés suivant lesquels «les trois stratégies employées par les médias vis-à-vis du Front - la dia-

(1) *Voix du Front* par Jérôme de MISSOLZ et Pierre HODGSON, France 3, 5 mai 20h50 - *Orange amer* par Daniel MERLET, Arte, 7 mai 20h50 et *Bienvenue à Vitrolles* par Guy KONOPNICKI, Arte, 7 mai 22h40.

bolisation, la banalisation ou le boycott - sont également inefficaces. Il faut répondre politiquement, analyser idéologiquement, argumenter, mais à partir du réel, surtout pas des fantasmes».

Nous pourrions nous interroger si tel est bien le rôle des médias de «répondre politiquement» au *Front National* mais j'en retiendrai, et j'y souscris, l'affirmation de la nécessité d'une réponse politique.

J'avouerai ne pas arriver à adhérer à aucune des entreprises rituelles auxquelles il est de bon ton aujourd'hui de participer en une communion médiatisée, pas plus aux commémorations mythiques (ou mystificatrices) (2) qu'aux expiations ou exorcismes collectifs (3). Pour certains des concélébrants, le simple fait d'affirmer cela, et de refuser de me joindre à la meute communiant à la repentance antiesclavagiste ou à la diabolisation antilepeniste, suffirait à me faire suspecter d'être complice de facto de je ne sais quel crime contre l'humanité: un journaliste pseudo historien pourrait s'en prendre à cet étrange Monsieur développant des interrogations si obscènes.

«*Choisis ton camp camarade!*» me dira le vénérable juge de l'histoire réécrite... mais n'y-a-t-il que ces camps là? Et si les principaux camps en présence que l'on nous présente comme les deux seuls termes d'une alternative «*postindustrielle*» (4) n'étaient que deux expressions d'une même décomposition de la pensée contemporaine, de la même incapacité à penser notre époque?

«*Répondre politiquement, analyser idéologiquement, argumenter, mais à partir du réel, surtout pas des fantasmes*», cet appel est, à l'échelle des individus, un appel à l'exercice de la raison critique et du libre examen, et c'est à travers mon regard iconoclaste sur ces trois reportages et quelques réflexions sur le thème de la préférence nationale, réflexions que d'aucuns pourront juger provocatrices mais que je crois nécessaires, que je vous appelle à ma suite.

La «préférence nationale»

Les chercheurs présents au débat organisé sur *Arte* confirmaient les analyses déjà nombreuses relatives à l'électorat du *Front National* en France et à celui des formations d'extrême droite en Europe. Cet électorat s'appuie sur deux groupes sociaux principaux: d'une part les ouvriers (plus que les chômeurs) et d'autre part les artisans, commerçants et patrons de PME. Bref, la base sociale du *Front National* est composée principalement de ceux qui craignent légitimement de perdre le peu qu'ils ont encore, à commencer par l'exercice de leur activité professionnelle, source de leurs revenus. Le film de Jérôme de Missolz et Pierre Flodgson illustre parfaitement cette analyse.

La base matérielle de leur soutien est effectivement dans leurs conditions matérielles d'existence, dans tout ce qu'elles ont de concrètes aujourd'hui et de ce qu'elles ont de terrifiant dans leur devenir supposé. La réponse programmatique du *Front National* est la «*préférence nationale*».

Exprimée en termes simples, cette thèse peut s'articuler ainsi: «*Il n'y a pas assez de boulot pour tout le monde? Les caisses de l'État son vides? donnons la priorité aux citoyens français pour l'emploi et les aides publiques!*».

Cette thèse est-elle xénophobe, raciste, anti-républicaine par essence? La réponse est bien entendu «*non*», il est en effet facile de répondre que ce n'est qu'une application stricte d'un contrat social qui ne lie entre eux que les citoyens...Que cette thèse est à l'opposé des thèses xénophiles (5) est une évidence. Qu'elle s'accommode, se repaît même, des thèses xénophobes voire raciste, c'en est une autre (6). Ceci dit, ce n'est pas parce que ces doctrines politiques (la «*préférence nationale*» d'un côté, la xénophobie ou le racisme de l'autre) sont cohérentes entre elles que nous devons les confondre, sauf à se refuser par avance à toute analyse politique.

(2) En vrac: Mai 68, l'abolition de l'esclavage, l'Édit de Nantes, etc...

(3) Front National, procès Papon, appels divers et variés à de nouvelles «*repentances*», etc...

(4) Explication fournie lors du débat du *Arte* le 7 mai 98

(5) Au titre de la seconde définition de xénophile dans le Larousse encyclopédique: qui donne la préférence aux étrangers.

(6) Il n'y a qu'à écouter les propos explicitement tenus, dans les films qui nous servent de fil directeur, par les électeurs, les sympathisants, les militants de bases et les cadres intermédiaires pour persuader ceux qui ne le seraient pas.

Focalisons-nous donc dans un premier temps sur la thèse de la «*préférence nationale*» dépolluée de son accompagnement quotidien xénophobe voire raciste.

Ayant participé à nombre de débats sur la réduction du temps de travail, je n'ai bien entendu pas pu échapper à l'argument auquel tout opposant au «*partage du travail*» (ce que je suis résolument) est supposé succomber: «*vous refusez de voir la réalité: le partage existe déjà, aujourd'hui, il est entre ceux qui ont un emploi et les millions de chômeurs*». Les «*partageux*», qu'ils s'appuient sur la loi (Aubry pour simplifier) ou en appellent au volontariat (Robien pour simplifier) refusent ce partage-ci pour lui préférer celui de Saint-Martin (partage du travail et des revenus). Les frontistes admettent le raisonnement dans les mêmes termes mais se refusent à voir dilapider leurs acquis déjà faibles et néanmoins menacés et répondent par l'appel au «*partage entre les nationaux*», le contrat social étant réalisé entre les citoyens et non charitablement avec toute la planète.

Le point commun entre ces deux approches est, pour reprendre une vieille expression, l'acceptation de la thèse de la «*fatalité de la crise*». Les frontistes semblent conscients de l'existence d'une dynamique qui détruit tout sur son passage, ils la refusent en préconisant de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers et réunissent spontanément les premières victimes tant de cette dynamique que d'un partage éventuel de la misère. A l'inverse, à l'exception d'une fraction de la droite baptisée «*ultralibérale*» qui revendique explicitement d'approfondir et de durcir cette dynamique, les organisations politiques trouvant encore les faveurs de la majorité de l'électorat ou de ce qu'il en reste (la «*gauche plurielle*» et la «*droite modérée*», pétries l'une et l'autre de christianisme social, justifiant par cette convergence le qualificatif de «*bande des quatre*» utilisé en son temps par le leader frontiste) en appellent à un accompagnement social de cette «*mutation*», en particulier au moyen d'une réduction de la durée du travail (par la loi et «*modération salariale*» pour les premiers, par le volontariat et le partage immédiat des revenus pour les seconds).

Il ne s'agit pas de nier que la générosité soit une vertu et qu'il soit plus charitable ou généreux d'en appeler aux travailleurs pour partager entre eux leur travail et leur revenu pour ne pas en laisser mourir de froid sans logement chaque hiver, que d'en appeler à l'expulsion de tous les non nationaux (ou non européens).

Il n'en reste pas moins que ni l'une ni l'autre de ces aspirations n'est politiquement acceptable.

Morale et politique

Il n'en reste pas moins que générosité et solidarité ne sont pas synonymes et que, comme le rappelle récemment un ouvrage d'André Comte-Sponville (7), si «*morale et politique, dans leur visée, ne s'opposent pas*», «*morale et politique ne sauraient non plus se confondre*». Comme il le note très bien «*la politique n'est pas le règne de la morale, du devoir, des bons sentiments... elle est le règne des rapports de forces et d'opinions, des intérêts et conflits d'intérêts*»; autant la générosité, vertu morale est, en principe, désintéressée, autant la solidarité, vertu politique, est l'organisation des convergences d'intérêts.

Ainsi, en l'occurrence, en matière d'emploi, la question que je pose régulièrement et que ne se posent ni les uns ni les autres est toute différente: notre pays compte trois, quatre, cinq, etc..., peu importe, millions d'individus en situation de plus ou moins extrême précarité. Ces individus n'aspirent qu'à se nourrir convenablement, s'habiller décentement, se loger correctement, offrir à leurs enfants des conditions d'existence décentes, pouvoir se déplacer comme tout le monde, avoir les moyens d'activités de loisirs, bref, consommer des biens et des services qui ne sont pas produits puisqu'il n'y a pas de demande solvable (8).

De même, que représentent ces trois, quatre, cinq, etc, peu importe, millions d'individus si ce n'est la force de travail manuelle et intellectuelle qui pourrait justement produire tous ces biens et services qu'ils aspirent à consommer?

La question est donc fondamentalement la suivante: comment se fait-il que notre système économique, appelé pudiquement «*économie de marché*» (9), si unanimement accepté dans notre «*gauche plurielle*», à

(7) *Pensées sur la politique.*

(8) On notera d'une part que je n'envisage nullement les «*petits boulots*» ou la nouvelle domesticité des «*services aux personnes*»; on s'interrogera par la même occasion sur la signification politique des idéologies de la dénonciation de la «*société de consommation*» dont le développement n'a jamais cessé d'accompagner la montée en puissance de ce que je ne crains pas d'appeler la décadence de notre civilisation.

(9) De façon impropre à en croire Fernand BRAUDEL, qui lui préféré la caractérisation classique de «*capitalisme*».

l'efficacité libéralement désordonnée si idéalisée par les repentis du «*socialisme*», comment se fait-il donc que ce système économique se révèle incapable de se faire rencontrer ces besoins objectifs de biens et services avec ces moyens objectifs de les produire?

Pour se poser cette question et essayer d'articuler une réponse, ou ne serait-ce que des pistes de réponse, il faut effectivement se poser la question en termes d'intérêts et de conflits d'intérêts: c'est ce qu'on appelle communément «*la lutte des classes*».

Le nationalisme populiste ne le fait évidemment pas, c'en est une constance dans l'histoire politique, et ne propose aux masses qu'une impasse. Il perçoit effectivement qualitativement ce qui arrive, ressent que ce n'est pas en s'attaquant aux intérêts des plus démunis que passe une solution (ce qui séduit d'autant plus ces couches les plus menacées), et, tout en gérant difficilement sa contradiction avec sa vieille aspiration à une Europe forte et puissante, il touche du doigt que la dissolution de l'État-Nation dans une supra-nationalité revient à désarmer la nation. Ouvertement réactionnaire, accueillant en son sein les différentes branches de la réaction traditionnelle, il ne propose en matière sociale, avec la «*préférence nationale*», qu'une voie que l'on peut qualifier de cynique, au sens de la philosophie politique de Machiavel, donc amoral et s'accommodant sans états d'âmes des immoralités qui l'accompagnent plus qu'elle ne les présuppose.

Le christianisme social, version «*gauche*» ou «*droite*», ne répond à aucune des aspirations légitimes des couches menacées par la dynamique destructrice de notre civilisation. A la crainte de la perte des derniers acquis qu'il leur reste, le christianisme social, même laïcisé (10), ne répond que par une version fin de siècle du partage de la misère: la baisse programmée du pouvoir d'achat, la déréglementation du droit du travail, etc...

A la perception de la perte de contrôle des citoyens au profit de la «*finance internationale*» (ou du «*grand capital*», choisissez la dénomination que vous voulez), il propose un État-Nation dissous dans l'Europe (11), soumis par le principe de subsidiarité, élément d'une conception corporatiste de la société dans son ensemble. Ne reste plus à opposer ...que la morale! Le seul rempart au nationalisme populiste que nous propose la «*gauche plurielle*» est celui de la morale et des tabous, sans même s'interroger sur la capacité de la morale, partie intégrante de l'idéologie, de «*tenir*» sur un fond de conditions matérielles d'existence qui se décomposent.

Ni racisme ni universalisme...

Attend-on de moi que je mêle ma voix aux collectifs d'intellectuels de gôche qui dénoncent l'immoralité (réelle) du racisme des électeurs du *Front national* au nom de l'universalisme (totalitaire) de l'humanisme chrétien?

Quant à moi, je condamne la xénophobie et le racisme et je compte expliquer inlassablement qu'il est tout aussi condamnable, politiquement, d'opposer les travailleurs (dont ceux, chômeurs et «*exclus*», qui n'aspirent qu'à travailler) entre eux au nom de leur nationalité, voire de leur prétendue race, que de les opposer entre eux par leur statut (ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas, les salariés du public et du privé, ceux qui ont un salaire «*moyen ou haut*» à ceux qui ont un salaire «*bas*», etc...).

Daniel Merlet avait raison, même si je vais probablement (je ne le connais pas) au delà de ce qu'il voulait dire, en disant que c'est «*en répondant politiquement, analysant idéologiquement, argumentant, mais à*

(10) Il a fallu attendre Lionel JOSPIN pour entendre un premier ministre de la République évoquer le tristement célèbre «*bien commun*» (je l'ai entendu personnellement deux fois toujours sur la même radio de service public).

(11) Là aussi, belle semaine pour l'Europe. Début de semaine: *France Inter* se fait l'écho de «*l'Union Nationale*» réalisée par l'ensemble des anciens Premiers Ministres, toutes tendances confondues, autour du Président de la République pour célébrer la première étape de l'Euro et prendre le virage des réformes constitutionnelles nécessaires à la réalisation de l'Europe politique, au centre de laquelle, Jacques Chirac nous a prévenu à la suite du sommet franco-allemand sera le principe de subsidiarité. Fin de semaine, même radio publique: Pierre MOSCOVICI nous sermonne: «*L'Europe ce n'est pas l'Euro, l'Europe c'est avant tout la paix!*». Nous pouvons déjà raisonnablement douter du concept béat de nationalité à la lumière des déchirements entre nationalités dans l'Est Européen mais surtout, qu'est-ce donc que la volonté de construire un Euro fort pour pouvoir s'opposer au dollar, l'affirmation d'une économie européenne dépassant la puissance économique américaine? Qu'est-ce donc si ce n'est la volonté de construire un impérialisme européen s'opposant à l'impérialisme américain? Me fera-t-on croire qu'il s'agit d'une volonté politique d'essence pacifiste? Il s'agit bien d'un acte de guerre et je rappellerai que «*la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens*». La ligne bleue des Vosges est simplement remplacée par le périmètre de l'Euro...!

partir du réel, surtout pas des fantasmes» qu'on fera reculer le *Front National*, mais on fera reculer du même coup l'ensemble de cette «*pensée unique sociale*» qui prétend avoir le monopole de son Opposition et dont je pense que le totalitarisme peut être moins voyant, n'en paraît que plus pesant, car, lui, est en marche.

Hubert Fayard à travers l'œil de Guy Konopnicki

Les reportages consacrés à Vitrolles nous ont certes révélé quelques brochettes de militants ou de sympathisants aux capacités intellectuelles pour le moins limitées, mais ce n'est malheureusement pas un monopole détenu par le *Front National*..., ce serait si simple... quoique...

Néanmoins, nous découvrons par la même occasion (excusez-moi mais je ne suis un habitué ni de la télévision ni de l'exégèse frontiste) quelques cadres intermédiaires ou supérieurs du mouvement, visiblement intelligents, porteurs d'une véritable réflexion politique.

Je voudrais me consacrer à Hubert Fayard, éminence grise ou chef d'orchestre du *Front National* à Vitrolles à en croire le quotidien *Le Monde*. Guy Konopnicki, qui l'a mis dans sa boîte, nous avertit dans l'article annonciateur de la diffusion de son reportage: «Je ne crois pas que le téléspectateur puisse imaginer qu'il a affaire à un démocrate (12). Ayant lu l'article après la diffusion du film, et donc portant un jugement sans biais (en tous les cas, sans celui là), je ne peux que confirmer ce propos, néanmoins, on ne peut pas dire que Guy Konopnicki a traité son sujet avec un regard complètement libéré des fantasmes.

Hubert Fayard, comme le rapporte Guy Konopnicki, «*avait envie de parler*». Il intervient dès le début du film en prévenant qu'il ne pourrait pas tout dire à propos de la «*préférence nationale*» (il ne parlera d'ailleurs par la suite que de «*l'abandon de la préférence étrangère*») pour ne pas tomber sous le coup de la loi Gaysot. Guy Konopnicki y voit une référence implicite à un antisémitisme supposé, ce ne serait pas incohérent mais est-ce le cas pour autant? Très honnêtement, je ne le crois pas mais nous avons déjà soulevé la question de l'antisémitisme, et plus généralement du racisme du *Front*.

Guy Konopnicki me semble persuadé d'avoir trouvé en Hubert Fayard son «*nazi*» travaillant dans l'ombre. Il est clair que, quant à lui, Hubert Fayard ne «*diabolise*» pas cette période: il ne semble pas perturbé pour le moins du monde quand Guy Konopnicki lui fait remarquer que l'auteur de son «*livre de chevet*» (dont je n'ai pas mémorisé le nom) est un ancien volontaire français de la Waffen-SS, il assume avec un sourire et vante les qualités littéraires qu'il trouve à cet auteur (ce qui est vrai, n'est pas incompatible), il affirme d'ailleurs que la période de la seconde guerre mondiale le passionne, qu'il a beaucoup, si ce n'est tout lu sur la période, en particulier pour se poser la question de qu'est-ce qu'il aurait, lui, personnellement, fait durant cette époque.

Je ne sais pas...

Guy Konopnicki lui pose d'ailleurs la question: «*Et alors?*» et Hubert Fayard répond très naturellement: «*Je ne sais pas*».

Pour la plupart des téléspectateurs la chose est entendue, et l'horreur côtoie la stupéfaction. J'imagine que certains s'étonnent déjà que l'on puisse encore dire cela, en France, à la Télévision. Là encore, je ne participerai pas de ce mouvement et c'est parce que je suis un militant politique, ennemi conséquent du *Front National* (je reviendrai sur cet aspect), que je veux d'abord établir les faits et comprendre.

Qu'Hubert Fayard soit fasciné par la *Neue Europa* et l'ordre nouveau construit par les nationaux-socialistes, c'est une évidence (13). Que la violence ne l'effraie pas, c'est est une autre, ce qui n'est pas l'apanage du seul *Front* d'ailleurs. Qu'il souscrive pour autant à l'antisémitisme et aux crimes contre l'humanité qui l'ont accompagné ne me paraît pas être à l'inverse une évidence. Que le procès en «*racisme*» de la doctrine du *Front* (14) soit par contre nécessaire pour les ténors autoproclamés de la «*lutte anti-FN*» est une autre évidence sur laquelle nous sommes déjà intervenus.

(12) Toutes les citations de Guy KONOPNICKI sont reprises de l'article du *Monde* daté des 10 et 11 mai 98.

(13) Les références à la «*nouvelle droite*» et les façons dont elles sont apportées dans le reportage ne permettent aucune confusion.

(14) Je parle bien de la doctrine, le racisme, voire l'antisémitisme, au quotidien de la «*base*» frontiste est tout aussi évident, connu et illustré une fois de plus par ces reportages, l'intérêt de mon regard sur Hubert FAYARD est bien qu'il n'est pas un «*militant de base*» et qu'il offre la possibilité d'accéder à un raisonnement politique et non exclusivement moral sur les projets de cette formation politique.

Revenons, pour démystifier encore une fois, sur la réponse d'Hubert Fayard à la dernière question de Guy Konopnicki. Que tout le monde rêve aujourd'hui d'avoir été un résistant, le «*grêlé 7-13*» des bandes dessinées de ma jeunesse (les anciens lecteurs de PIF ou de VAILLANT comprendront), c'est plutôt sympathique, de même que tout le monde, aujourd'hui, est antistalinien... mais combien, dans mon univers, ont mesuré, et agi en conséquence, dès les années 30 (et non après juin 1941) la nature du régime hitlérien et de la seconde guerre mondiale? Combien de militants on vu et agi en conséquence, dès les années 30 (et non après 56) la nature des procès de Moscou? Combien ont vu, et agi en conséquence, la nature de «*l'art prolétarien*», du «*lyssenkisme*», etc...? D'une façon générale, pour ceux qui viennent du même univers que moi, quand avons-nous, individuellement, concrètement rompu avec le stalinisme? (15).

Finalement, répondre «*je ne sais pas*» est la seule réponse que l'honnêteté intellectuelle permette de formuler et elle ne prouve rien contrairement à ce que sa mise en perspective semble vouloir suggérer. «*Répondre politiquement, analyser idéologiquement, argumenter, mais à partir du réel, surtout pas des fantasmes*»... Il y a décidément encore du chemin à faire... Faut-il encore être décidé à l'emprunter... La politique que préconisent et mènent nos professeurs de morale exclusive nous font douter du caractère «*désintéressé*» que la philosophie classique prête à la morale mais pouvions-nous vraiment penser que les intérêts et conflits d'intérêts s'arrêtent mystérieusement aux portes de la Morale?...

Michel HALEVI.

«*L'ANARCHO-SYNDICALISTE*»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.

(15) Je vois d'ici le sourire rassuré voire narquois de ceux qui disent «*je n'en étais pas*», qui, le plus souvent, n'ont jamais été de rien si ce n'est de la meute..., ou pire, car c'est pire, ont été les compagnons de route, fidèles entre les fidèles... je préfère néanmoins ma place à la leur.